

Retraites : perdant et perdant¹

par [Francis Daspe](#)
publié le 29 août 2019

Tribune. À la fois systémique et conjoncturelle, la réforme des retraites envisagée par l'exécutif est particulièrement destructrice et ne fait quasiment que des perdants sur tous les tableaux.

Les craintes concernant la réforme des retraites s'avèrent hélas fondées. Les préconisations présentées jeudi 18 juillet par le haut-commissaire à la réforme des retraites Jean-Paul Delevoye constituaient déjà une nouvelle étape dans le processus de démantèlement du pacte républicain et social. Il en va de même de l'annonce surprise faite par le président Macron à l'issue du sommet du G7 à Biarritz. Contrairement à ce qui a été véhiculé, les deux options ne sont pas en contradiction ou en concurrence. Il ne s'agit pas non plus d'une concession, encore moins d'un quelconque geste d'ouverture. Il faut davantage y voir une complémentarité dans le cadre d'un jeu de rôle parfaitement rodé.

Dans la logique du recours aux tentatives d'enfumage caractéristiques du « parler macronien », cette réforme nous avait été présentée comme une réforme systémique (nécessaire car structurelle) qui ne serait pas paramétrique (insuffisante car conjoncturelle). Elle est en réalité les deux à fois, démultipliant de la sorte sa portée dévastatrice.

C'est d'abord une réforme systémique. L'introduction d'un système par points vise de manière prioritaire à casser le système solidaire intergénérationnel de retraites par répartition. C'est faire triompher une logique d'individualisation des retraites, à rebours du logiciel du programme du conseil national de la Résistance.

C'était aussi déjà une réforme paramétrique qui ne voulait certes pas avouer sa nature profonde. La définition d'un âge pivot (64 ans) était une manière déguisée et insidieuse de repousser l'âge (légal et réel) de départ à la retraite et d'augmenter la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein. D'autres mesures envisagées, comme la décote ou la valeur fluctuante du point, favorisaient les conditions d'une baisse quasi générale des pensions de retraites.

La récente sortie du président Macron renforce la dimension paramétrique de la réforme. Chacun sait de quoi il en retournera : en indiquant sa préférence pour un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge de départ, Emmanuel Macron veut rendre inéluctable (et significative) une augmentation du nombre d'annuités de cotisation. L'âge de départ à la retraite en sera d'autant plus repoussé pour la très grande majorité de nos concitoyens.

Départ tardif et pension rabougrie

Par conséquent, avec cette double dimension systémique et paramétrique, la réforme ne fait quasiment que des perdants sur tous les tableaux. Perdant car la retraite solidaire par répartition disparaît. Perdant car il faudra travailler plus longtemps et partir plus tard. Et même très tard pour espérer une pension à taux plein. Perdant car les conditions sont créées pour des pensions rabougries. Perdant car on passe d'un système à prestations définies (on sait quel niveau de pensions on touchera) à un système à cotisations définies (on ne sait pas combien on touchera car cela sera fonction de la valeur du point).

L'engagement de la réforme ne vise pas à donner du mieux-vivre au plus grand nombre et à améliorer les parcours de vie. La recherche du progrès ne constitue pas la véritable préoccupation : au contraire, dans une logique orwellienne, ce mot de progrès est grossièrement tordu. Les réels objectifs de la réforme sont pourtant clairs, bien qu'ils soient parfois volontairement masqués ou

¹ <https://www.politis.fr/articles/2019/08/retraites-perdant-et-perdant-40756/>

obscurcis. Il s'agit de faire partir plus tard à la retraite. Il faut réduire le montant des pensions versées pour diminuer la part globale allouée aux retraites (la déclinaison de l'idée de « charge »...).

On veut arriver à moyen terme à un système par capitalisation, le mot n'étant pour l'instant pas accepté dans l'opinion publique, ce qui demande des stratégies de contournement. On s'échine à offrir sur un plateau doré aux marchés ces sommes considérables que représentent les cotisations : elles y échappent pour le moment du fait de la logique de répartition.

Il n'est donc pas possible de parler à propos des déclarations du président Macron d'apaisement. Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire l'a à sa manière révélé en affirmant qu'« *il ne faut pas en rabattre sur l'ambition* ». Comme pour ADP, c'est un enjeu d'intérêt général supérieur que de lutter contre les politiques de régression sociale et démocratique conçues pour satisfaire les intérêts des marchés et d'une minorité de nantis. La question des retraites possède à cet égard une place centrale.

Francis Daspe est secrétaire général de l'Agaureps-Prométhée et initiateur des Assises itinérantes de la Table renversée. Auteur de *La Révolution citoyenne au cœur* (Éditions Éric Jamet, 2017).